

## Memo

Destinataires: Messieurs les Commissaires- Enquêteurs  
Distribution list:

Expéditeur: Daniel SOYEZ  
Département: HSEQ – LANXESS ELASTOMERES  
Phone: +33 (0)235 394 728  
Mobile: +33 (0)777 972 014

Date: 6 Mai 2014

**Sujet:** Position de LANXESS concernant l'enquête publique sur le projet de PPRT

Messieurs les Commissaires- Enquêteurs,

Vous trouverez ci-dessous un certain nombre de points sur lesquels Lanxess Elastomères souhaite vous alerter. Ces points font suite à la lecture attentive de document mis à la disposition sur le site SPINFOS.

Certaines remarques sont sur de la forme, d'autres sont sur le fond et peuvent être, de notre point de vue, des points attaquables par des tierces parties et donc en cela, porter préjudice à la finalisation de ce projet dans les délais impartis, mettant à mal un travail de collaboration Industriels – Services de l'état qui s'est déroulé sur une période d'environ 14 mois (septembre 2012 à octobre 2013) sur un projet démarré il y a plus de 5 ans.

Les premières remarques concernent la pièce n°11, Bilan de la concertation préalable à l'enquête publique.

Sur le fond :

- Certaines réponses apportées par les Services de l'Etat ont amené des changements fondamentaux au texte de base, objet de la concertation avec les Industriels de l'AEPJR et présenté aux POA en Octobre 2013.

Rien d'anormal si les questions font suite à des questions ou des remarques recueillies et étudiées suite à la consultation.

Par contre, quand les corrections apportées font suite uniquement à des desideratas unilatéraux de l'Administration qui juge utile de changer la position, cela paraît tout à fait attaquable et est encore plus inadmissible quand le verbatim laisse à penser que les modifications sont faites en toute concertation.

- Des réponses à la consultation ont été considérées comme « hors délai ». Il semble que les services de l'état sur les dates aient pu confondre « date d'envoi » et « date de réception ».
- Lors de la consultation de la CSS, des avis ont été prononcés par les membres des divers collèges. La partie « Favorable sous réserve de prise en compte d'observations » a été écartée par le Président de séance qui a incité les POA à manifester leurs réserves au travers de leurs réponses. Les changements apportés au texte de départ font regretter que le vote laisse à penser que le collège Exploitant de la CSS puisse être favorable au projet de départ ainsi dévoyé. Nous réaffirmons que le vote a été fait sur la base d'un projet qui n'est pas celui présenté en enquête publique.

Sur la forme :

- Point 5 : la réponse laisse à penser que le travail sur la convention de financement a d'ores et déjà commencé. Unilatéralement peut-être, en tout cas pas en collaboration avec les Industriels et les Collectivités concernées à notre connaissance.
- Point 6 : concernant la desserte des activités autorisées, il y a lieu de préciser qu'il s'agit bien des activités dans toutes les zones, la formulation pouvant laisser à penser qu'il ne s'agit que de la zone rouge.
- Point 8 : concernant le report de trafic du RD 110 vers le RD 173, nous n'avons pas connaissance de statistiques récentes de trafic. De plus, il n'est pas fait mention d'un projet concernant des aménagements de voiries concernant le projet « Port Jérôme 2 ».

Concernant les aménagements du RD 110, le financement paraît obscur faute de gestionnaire identifié.

- Point 10 : il est louable que les services instructeurs de la DREAL et la DDTM se tiennent à disposition des services des collectivités pour les accompagner dans l'application du PPRT. A la lecture des modifications apportées à la version concertée, nous sommes enclins à penser que la lecture des services instructeurs pourrait ne pas être impartiale. L'objectif du document concerté était d'être autoporteur et sans ambiguïté pour son application
- Point 16 : la réponse apportée au contour des zones grisées est tout à fait fallacieuse. Plusieurs réunions ont traité du sujet de la zone grisée. Ce point a été notamment tranché lors d'une réunion de concertation en décembre 2012 où chaque partie prenante a noté ses commentaires dans un document de travail (sous word) dans les remarques et notes qui s'inscrivent en marge. Le document abouti a été partagé comme il se doit et ce point n'est plus revenu sur le tapis lors des séances de travail.

Dans la réponse apportée, il est mentionné que les industriels ont été consultés par courriel sur le sujet. A l'époque, Lanxess ne pouvait se prononcer sur quoi que ce soit puisque les discussions concernant des exclusions de phénomènes dangereux étaient encore en cours, rendant de par là même toute carte faussée. La DREAL ne peut prétendre ignorer que les cartes proposées avec des zones grisées ne pouvaient être que fausses. La dernière tierce expertise fournie par nos

services aux services de la DREAL et permettant de valider les phénomènes retenus (ou exclus) date de août 2013.

D'autre part, à la réunion POA qui s'est tenue le 04 juillet 2013, il a été répondu par les services instructeurs que les cartes des zones grisées pouvaient être rendues 2 mois après le lancement de la consultation POA, c'est-à-dire pendant le temps imparti pour rendre l'avis. (voir document). Lanxess Elastomères a fait valoir son choix lors de sa réponse à la consultation POA, comme entendu ci-avant.

Les services instructeurs écrivent : « Si l'on grisait l'ensemble de l'emprise foncière des exploitants, y compris les endroits où des sous-traitants sont installés (problématique A), des bâtiments de sous-traitants des entreprises Seveso seront alors en zone grisée. S'agissant de sociétés tierces, il serait alors nécessaire de prescrire des renforcements du bâti dans les articles relatifs aux zones grisées, ce qui n'est pas prévu actuellement. » : Il n'est pas interdit par la loi de griser des activités incluses dans les zones. C'est même bien souvent ce qui est fait dans différents PPRT déjà approuvés.

Les services instructeurs ont une lecture que nous jugeons partielle du document d'aide à la rédaction d'un règlement de PPRT, lecture qui amène un lecteur non averti à penser que le choix est fondé. Nous avons une toute autre lecture du paragraphe concerné.

*« 1.2. Définition et délimitation de la « zone grisée »*

*La « zone grisée » n'a pas de définition réglementaire. Elle correspond globalement à l'emprise*

*spatiale de l'entreprise industrielle à l'origine du risque technologique. Elle sera arrêtée, suivant les*

*cas :*

- ✓ *aux limites physiques des installations générant le risque ;*
- ✓ *à la clôture ceinturant les installations ;*
- ✓ *aux limites prévues dans l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter ;*
- ✓ *à l'emprise foncière des installations.*

*La zone grisée doit être définie avec l'exploitant en fonction de ses activités et de ses éventuels projets. Il n'y a pas d'obligation à la faire figurer sur la carte des aléas ni sur le périmètre d'étude défini dans l'arrêté préfectoral de prescription. Elle est délimitée au stade du zonage brut et peut évoluer au cours de l'élaboration du PPRT. Les aléas n'y figurent pas et les mesures foncières ne peuvent pas y être proposées.*

*..... »*

Un résumé d'une revue de différents PPRT a été transmise par courriel au Commissaire Enquêteur le 24 mars 2014 à 16h16. Cette revue met en exergue que nombre de PPRT signés ont choisi l'empreinte foncière des sites Séveso, en y incluant en général les activités prestataires ou partenaires. Ne pas profiter de cette opportunité serait une distorsion de la concurrence, les contraintes pour les « partenaires » enclavés pouvant être très différentes. Il est bien spécifié qu'en zone grisée, aucun texte légal n'exige de prescription sur une activité existante. Plus simplement exposé, les Industriels, conscients de leurs devoirs, souhaitent pouvoir jouir de leur propre terrain en industriels responsables et ne souhaitent pas voir appliquer sur des terrains qui leur appartiennent des contraintes inconsidérées

qui viendraient à mettre en péril leur compétitivité déjà fortement ébranlée par les réglementations complémentaires que la France rajoute à la réglementation européenne. Il est entendu que si l'industriel venait à vendre ses terrains, (ce qui n'est pas du tout à l'ordre du jour pour LANXESS), le changement de propriétaire entraînerait une révision de zonage d'ailleurs prévue par la loi. Il est à parier que le choix unilatéral par l'administration de la zone grisée est tout à fait attaquant et que les jurisprudences de choix d'autres PPRT donneraient tort aux services locaux, mettant ainsi à mal 5 ans d'études et 2 de concertation, avec un PPRT qui devrait alors être recommencé !

- Point 30 : voir point 8
- Point 34 : la réponse laisse supposer qu'on applique la loi. En fait la demande d'appliquer plus que la loi ! La loi ne demande pas une étude mais demande de prendre les mesures proportionnées aux effets auxquels le bâtiment est soumis, ni plus ni moins, ni des mesures plus contraignantes de la zone d'à côté !
- Point 35 : voir point 16. A noter que la zone grisée par le service instructeur ne correspond d'ailleurs pas à la zone grillagée, toute la propriété Lanxess étant en effet clôturée.
- Point 38 : « *Mieux protéger la population ! Voilà l'objectif du PPRT. Un dispositif qui, au-delà de l'installation industrielle, poursuit la démarche de réduction du risque à la source formalisée par l'étude de dangers2. Le PPRT vise à définir*
  - ✓ *en concertation avec les parties concernées*
  - ✓ *des règles d'utilisation des sols compatibles avec l'activité de l'installation classée, les projets de développement locaux et les intérêts des riverains. »*

Ceci est le début d'une plaquette grand public : Le plan de prévention des risques technologiques : maîtriser l'urbanisme par la concertation. Il semble ici qu'on repousse une mesure somme toute simple ('des barrières') vers un autre projet qui est la révision du PPI. Ce n'était pas la philosophie développée tout au long des discussions et concertations pendant l'élaboration de PPRT. Il semble surprenant d'en arriver là avec un délai qui n'est pas fixé et sachant que l'élaboration du PPI actuel a pris environ 7 ans !

- Point 43 : une zone grisée a le mérite de simplifier cette partie. En effet, dans la zone grisée, l'exploitant applique son POI (Plan d'Organisation Interne) dans lequel est inclus la prise en charge de toutes les personnes du site, ce qui à notre sens est une simplification. Demander à une société partenaire son propre plan de mise à l'abri semble plus difficilement auditable. Dans le cadre d'un POI, la société partenaire n'a qu'à 'obéir' !
- Point 44 : la réponse est partielle : elle ne mentionne pas par exemple la disparition d'un point concerté sur une reconstruction après un événement non en rapport avec le risque technologique ou les changements de destination par exemple.
- Point 45 : la nouvelle rédaction n'est pas conforme au document de la concertation.

- Point 50 : à notre connaissance, personne dans la consultation POA n'a posé de question ou demandé à ce que soit changé les paragraphes concernés. Pourquoi y a-t-il cette modification non concertée ?
- Point 51 : la réponse ici laisse à penser que la modification a été effectuée en toute concertation. C'est faux, en atteste la version du 02 octobre 2013-1, proposition du groupe de travail
- Point 52 : La modification faite dans le glossaire ne correspond à la demande des POA et n'est pas le résultat de la concertation avec les entreprises et les collectivités pour assurer le développement économique de la zone industrielle. L'ajout d'un second paragraphe peut être mal interprétable et conduire à une délocalisation des activités contraires aux objectifs, tant économiques que de protection des personnes. En effet, en ce 21<sup>ème</sup> siècle, toute prestation peut être réalisée en dehors du site, l'efficacité et donc l'impact économique n'étant pas les mêmes.
- Point 66 : voir point 34
- Point 69 : un délai de 5 ans pour sécuriser les déplacements de cyclistes et piétons semble long eu égard aux délais accordés aux industriels pour réduire les risques à la source. Il ne faudrait pas transformer des risques de probabilité  $10^{-6}$  à  $10^{-10}$  en risque 'route' bien plus fréquent
- Point 85 : les commentaires effectués sur la demande Primagaz laisse penser que la zone foncière est acceptée.
- Point 98 : à partir du moment où le comptage ne prend pas en compte les projets connus à la date par exemple concernant des aménagements de voiries concernant le projet « Port Jérôme 2 » ou des interdictions de poids lourds entre Lillebonne et Tancarville, LANXESS ne peut se contenter d'une telle réponse. Clairement la déviation envisagée va transférer un flux 'connu' qui devrait être pris en considération pour un décompte de flux au droit du site LANXESS. Nous maintenons qu'il serait illogique de supporter des conséquences financières éventuelles suite à des contraintes techniques supplémentaires requises par l'augmentation du trafic routier sur la RD173.
- De même nous maintenons notre demande d'application de la zone grisée à notre emprise foncière. Ceci implique également la partie COFELY, prestataire indépendant fournissant de la vapeur à notre site.
- Point 118 : nous considérons nombre de changements comme unilatéraux, à l'initiative des services instructeurs et modifiant le fond et les objectifs recherchés dans le cadre de la concertation et les conclusions du groupe de travail. Il n'a pu y avoir de commentaires des POA puisque personne n'a été informé et donc encore moins consulté.
- 5 - Résultat de l'association et de la concertation : « Le projet de PPRT n'a pas fait l'objet de modifications importantes sur le fond suite à la concertation avec la population. ». Au vu des très nombreuses modifications apportées au projet initial présenté aux POA, LANXESS ne peut souscrire à cette formulation.

Remarques concernant la pièce n°2, Proposition de Règlement.

- Article I.1.3 : Zone grisée « G » correspondant aux périmètres des établissements à l'origine des risques : périmètre décidé unilatéralement... Voir commentaires ci-avant
- Chapitre II.2 : « Pour le cas du PPRT de la zone industrielle de Port Jérôme, il a été retenu à la fois les limites physiques des installations générant les risques et les clôtures ceinturant les installations ». Cette partie ne correspond pas à la concertation.
- Article II-2.1.1.2 : « sous réserve que les prestations soient uniquement celles nécessitant une présence sur cette zone, c'est à dire ne pouvant pas être réalisées hors du site ». Cette partie ne correspond pas à la concertation.
- Article II-2.1.1.2 : « permettant la desserte des activités autorisées » : a été enlevée le reste de la phrase initiale : *dans toutes les zones du PPRT*.
- Article II-2.1.3 : « d'un plan de mise à l'abri-activités économiques (PMA-AE) » : cette phrase a été rajoutée, et ce n'est pas à la demande des POA.
- Article II-2.2.1.1 : « de reconstructions ou d'aménagements sur... » : ont été enlevés unilatéralement des alinéas relatifs aux changements de destination et aux reconstructions. Ce n'est pas à la demande des POA et c'est contraire à l'esprit de la concertation.
- Article II-2.2.1.2 : « sous réserve que les prestations soient uniquement celles nécessitant une présence sur cette zone, c'est à dire ne pouvant pas être réalisées hors du site » : cette phrase a été rajoutée, et ce n'est pas à la demande des POA.
- Article II-2.2.1.2 : « tous les projets de changements de destination correspondant à un usage lié au fonctionnement des activités autorisées aux alinéas ci-dessus » : cette phrase a été rajoutée, et ce n'est pas à la demande des POA.
- Article II-2.2.1.2 : « tous les projets relatifs à la reconstruction d'un bâtiment détruit par un accident, technologique ou autre » : cette phrase a été modifiée, et ce n'est pas à la demande des POA. Le groupe de concertation avait prévu de faire la distinction entre une reconstruction associé à un incident technologique et les autres reconstructions.
- Article II-2.2.3 : « Toutes les constructions, ouvrages, installations° et infrastructures° sont maintenus et exploités de manière à satisfaire, en permanence, aux objectifs de performances fixées au II-2.2.2. » : cette phrase a été rajoutée, et ce n'est pas à la demande des POA.
- Article II-2.2.3 : « Les projets visés au II-2.2.1.2, *à l'exception de ceux cités à l'alinéa ci-dessus*, ne peuvent être autorisés qu'après la mise en place, ou la mise à jour, sur la zone du projet, *d'un plan de mise à l'abri-activités économiques (PMA-AE)*, d'une démarche de coordination » : les 2 parties en italique ont été rajoutées, et ce n'est pas à la demande des POA.
- Article II-3.1.1.2 : « *et des conditions d'utilisation et d'exploitation définies à l'article II-3.1.3 ci-dessous* » et « « » : ces 2 morceaux ont été ajoutés, ce n'est pas à la demande des POA. Cette nouvelle formulation peut laisser penser à un assouplissement alors que ce n'est pas vrai, c'est une restriction par rapport à la concertation

- Article II-3.1.1.2 : « *sous réserve que les prestations soient uniquement celles nécessitant une présence sur cette zone, c'est à dire ne pouvant pas être réalisées hors du site* » : cette phrase a été rajoutée, et ce n'est pas à la demande des POA. Comme dit dans les commentaires précédents, toute prestation peut être réalisée en dehors du site, l'efficacité et donc l'impact économique n'étant pas les mêmes.
- Article II-3.1.1.2 : « toutes les constructions et installations nécessaires au fonctionnement et/ou indispensables au respect de la réglementation des activités existantes en zones « grisée » et « R », à condition qu'elles n'accueillent qu'un nombre... » : a été enlevé ici la zone « r », entérinée lors de la concertation. La partie rajoutée ci-après n'a pas la même signification « *toutes les constructions et installations nécessaires au fonctionnement et/ou indispensables au respect de la réglementation des activités existantes en zone « r », à condition, d'une part, qu'elles n'accueillent qu'un nombre de personnes strictement nécessaires à l'activité sans augmentation de la vulnérabilité des personnes exposées et d'autre part, qu'elles ne puissent être implantées dans une zone moins exposée* »
- Article II-3.1.2 : « NOTA : Pour les effets toxiques, les conditions météorologiques retenues pour les calculs sont les conditions « 5D ». » : cette phrase rajoutée fait plus l'objet du contenu d'une note technique.
- Article II-3.1.3 : tout le paragraphe concernant : « *Pour ces mêmes projets, un plan de mise à l'abri - activités économiques (PMA-AE) est établi ou mis à jour en conséquence et appliqué de façon pérenne....* » a été rajouté et n'a pas fait l'objet de la concertation.
- Article II-3.2.1.2 : a été supprimée la zone « r » associée à la zone « R », objet de la concertation. Du coup une condition plus restrictive est ajoutée dédiée à « r ». Ces modifications ne sont pas à la demande des POA. Nous préconisons purement et simplement de revenir au texte de départ, sur lequel chacun s'était entendu.

On retrouve dans les chapitres suivants les mêmes remarques, les services instructeurs ayant visé l'homogénéité des paragraphes. Néanmoins, aucune des modifications apportées n'est justifiée par une demande des POA.

En conclusion, il est évident que l'avis favorable sous réserve donné par LANXESS lors de la consultation des POA est aujourd'hui passé à défavorable.

La proposition de LANXESS ELASTOMERES est simple :

Les services instructeurs ont :

Ecrit dans les documents mis sur SPINFOS.fr,  
Répété lors de 2 réunions à l'initiative de Monsieur le Sous-Préfet qui souhaitait un compromis avec les Industriels,  
Evoqué en réunion publique en salle communale de Notre Dame de Gravenchon le 5 mai 2014 publiques

## Memo

Que les modifications apportées étaient 'mineures'.

Nous proposons donc que l'on revienne aux documents consensuels établis en Octobre 2013, amendés par les compléments suite aux demandes exprimées par les POA, sans initiative complémentaire de la part des Services Instructeurs.